

Une fermeture honorable, partie II

dans le numéro 26 de *Savoir/agir*, nous présentons la réaction d'un salarié du groupe Smurfit Kappa à l'annonce de l'arrêt définitif de la production de l'usine du site des Papeteries de la Seine à Nanterre. Face à cette décision de démantèlement, qui s'inscrivait dans une série de fermetures des usines du groupe en France, Gilles se considérait avant tout comme le spectateur du combat de ses collègues. Pourtant, cette restructuration engagea un conflit au long cours pendant lequel l'intensité de l'affrontement à la direction amena les ouvriers et les employés à changer au moins partiellement de regard sur l'action collective et le rôle des syndicats.

Nous avons donc voulu prolonger l'entretien avec Gilles, en présentant les points de vue de deux salariés du groupe, Marc et Louise, actifs pendant la lutte contre la restructuration. Marc possède un CAP de mécanicien fraiseur, il est ouvrier de maintenance, il a 55 ans au moment de l'entretien. Louise est secrétaire à l'usine, elle a 58 ans. Avant la restructuration, ils n'avaient que des liens très distendus avec les organisations de salariés. Ce dialogue révèle les tensions et les contradictions dans le rapport aux manifestations et à la grève lors des restructurations. L'action collective organisée par les syndiqués s'impose

CÉCILE HARARI
Photographe
YANN LE LANN
Sociologue

comme une évidence. Elle est à la fois « nécessaire » et « belle ». Le bonheur de retrouver le collectif de travail lors des actions revendicatrices fait l'unanimité. Cependant, elle ne permet pas de structurer un engagement durable dans une organisation de travailleurs. Oscillant entre l'éloge des personnes syndiquées et la peur de l'étiquetage syndical, les salariés s'en remettent parfois à des stratégies d'action réduites aux réseaux de collègues du site. Les représentations de la lutte peuvent s'accorder avec des actions très « virulentes », mais elles laissent souvent en suspens la question de l'élargissement des soutiens et la recherche de points d'appui extérieurs à l'entreprise. Nous présentons successivement des extraits de l'entretien de Marc et Louise.

Entretien avec Marc

Durant cette période il y a eu une lutte syndicale, comment l'avez-vous perçue, quelle place y avez-vous pris ?

Marc : Ma place ? Actif avec les autres, parce que ce n'est pas normal.

Etiez-vous syndiqué ?

Marc : J'étais représentant du personnel. Mais je n'ai jamais voulu prendre ma carte, quel que soit le parti. Je pense qu'une lutte ouvrière n'a pas besoin d'annoncer tout de suite droite, gauche, etc. La CGT, FO, c'est la lutte ouvrière, l'étiquette on s'en fout. On est là pour la même chose. Pour sauvegarder l'emploi et la sécurité de l'employé, pas pour une étiquette.

Comment s'est passé la lutte syndicale lors de la fermeture de l'usine ?

Marc : Tout le monde s'est bien démené, chacun à son échelon. Les manifestations ont été grandement menées, comme il le faut.

Quelle a été votre perception du travail des délégués ?

Marc : Très bien, très bien. Tout le monde est reparti la tête haute, c'est le principal. On n'est pas parti avec une main devant, une main derrière. Voilà, comme des malpropres. L'idéal c'est que personne ne reste sur la paille, mais bien au point de vue financier, ça n'a pas été la prime de licenciement basique et puis c'est tout. Il y a eu des extras, on n'a pas à se plaindre par rapport aux autres usines que j'ai vues, que je vois aux infos, les mecs se retrouvent du jour au lendemain : « Ah non, non ! Allez pointer au chômage, c'est l'Assedic qui vous paie, c'est plus moi ». Ça a permis à certains de rebondir, de flairer leur petit emploi tranquille dans des coins. Sympathique... il y a eu une aide psychologique qui a été mise en place. Il y a eu une aide pour le reclassement. Il y a eu des choses...

Pourtant vous auriez préféré une lutte collective plus virulente ?

Marc : Oui... bien sûr ! On aurait pu marquer le coup. Ça coûte beaucoup plus cher à la société de tout bloquer, de prendre le papier qu'on avait, de le balancer sur l'autoroute en pleine nuit, quand il n'y a personne, pour éviter les accidents quand même, barrer la route avec les balles-papier ou les emmener sur les Champs Elysées.

Pourquoi cela ne s'est-il pas fait ?

Marc : Parce que tout le monde gueulait : « Ouais, ouais, on y va ! On a les égorger, on coupe les couilles à tout le monde ». « Demain, tu es là ? – oui ! ». Et le lendemain il n'y avait personne. On se retrouvait à trois pelés et deux tondus : « Bon alors qu'est-ce qu'on fait ? Bon bah, si on y va que tous les trois, on va se faire mal »

Concernant les syndicats, voyez-vous une cohérence entre ces actions et les négociations ?

Marc : Les coups de bluff, de gueulante, ça a servi aux syndicats, quand ils se sont assis à la table des négociations, ils ont pu dire : « Attention, les gars sont là, ils sont chauds bouillants. Ils vont faire des conneries ». Mais on aurait pu tout faire sauter, brûler, etc. Ils n'en avaient rien à foutre. Ils voulaient fermer l'usine.

Oui mais lorsque vous dites que les syndicats ont bien travaillé, sur quelle base d'argumentation le faites-vous ?

Marc : Sur le point de vue financier...

Quel poids avaient-ils ?

Marc : Nous ! Finalement le seul argument c'est nous. La masse ouvrière a menacé le patronat, les patrons Smurfit, s'ils ne voulaient pas ce que nous voulions, ça pouvait leur coûter très cher parce que les journaux allaient en parler. Imaginez-vous trois camions semi-remorques en train de vider des papiers, ça ne fait pas bien.

L'objectif aurait été de passer dans les médias ?

Marc : Voilà. Qui dit passe à la télé dit publicité pour Smurfit et Smurfit ne voulait pas de publicité dans ce sens.

Et concernant le travail sur le long terme des syndicalistes, vous parliez d'un forum sur Internet, comment s'est faite l'information ?

Marc : Les informations se sont faites par ce biais et aussi, ils nous ont mis en place toute une équipe de soutien psychologique, de système pour reclasser le personnel pour nous aider, nous soutenir, nous apprendre à faire des CV.

C'est l'aboutissement des négociations mais au cours de leur déroulement, comment se sont diffusées les informations ?

Marc : Les syndicats avaient mis une permanence, tous les mercredis ou tous les jeudis, je ne sais plus, une fois par semaine. Leur local était ouvert et qui voulait venir venait.

Est-ce que cette expérience particulière a fait évoluer votre perception des syndicats ?

Marc : Je n'aime pas les étiquettes. Les syndicats d'ici avaient, certes, des éti-

quettes mais ils travaillaient tous pour la même chose. Ils avaient pris des étiquettes parce qu'il en fallait. Mais ils ne disaient pas oui à tout ce que le syndicat central disait.

Auriez-vous pu y adhérer dans une telle démarche, c'est-à-dire un syndicat indépendant avec une étiquette plutôt fictive ?

Marc : Le problème des syndicats dits indépendants, en règle générale ce sont des syndicats entre guillemets « patronaux ». C'est difficile à dire et à faire parce que même si ce sont des gars qui disent : « Non, on veut de la lutte ouvrière, on veut travailler pour les ouvriers et pour l'encadrement, forcément. Contre... enfin non pas contre, parce qu'on a besoin des patrons », s'ils se présentent comme indépendants, ils ont toujours cette petite étiquette derrière : « patron ».

Dans le cas présent vous aviez affaire à un syndicat qui n'était pas retranché derrière sa centrale...

Marc : Je préfère un syndicat qui n'ait pas d'étiquette quelle qu'elle soit, qui ne soit pas retranché derrière sa centrale... qui travaille son syndicalisme pour l'ouvrier et sur le lieu où il est. Parce que c'est bien de faire des manifestations, de faire des débrayages pour Aulnay, pour machin, etc. Mais ça ne nous avance pas ici à nous.

Donc vous appréciez déjà le travail des syndicats avant...

Marc : Oui, mais je ne parle plus de syndicat, je parle de lutte humaine. Là ce sont les gars qui ont été au charbon. Par

delà leur étiquette, ils ont tiré des bons trucs, bravo. Je reconnais la personne, pas le syndicat. Après que certains syndicalistes se gorgent de : « Moi je suis sous l'étiquette machin, c'est grâce à l'étiquette machin que vous avez obtenu ça » je lui dis : « Ferme ta gueule »

Vous avez été représentant du personnel...

Marc : Oui... j'avais pris une étiquette parce que le gars qui m'avait demandé de l'épauler avait une étiquette. Je le connaissais, c'était un bon ouvrier, un bon gars, il n'avait pas sa langue dans sa poche, je savais ce qu'il était. Je lui ai dit : « Oui, je te suis ». Donc j'ai pris son étiquette, mais je n'ai jamais payé une seule cotisation [rire]. C'était hors de question et il le savait.

Envisageriez-vous de vous syndiquer dans une démarche similaire ou autre par la suite ?

Marc : Me syndiquer ? ! Je ne pense pas... aider un syndicat, oui. Si ce qu'ils me disent me convainc et si je trouve que la cause est juste et bonne. Qu'ils ne nous fassent pas porter une étiquette en disant : « Tu agis sous couvert de... ». Si j'agis c'est que les idées sont bonnes et c'est moi qui m'engage, ce n'est pas l'étiquette machin.

Entretien avec Louise

Concernant la période de fermeture, comment se sont passés le mouvement collectif et les négociations par quelques délégués ?

Louise : Nous n'avons pas toujours fait des manifestations, bien qu'il y ait eu quelques grèves avant, de quelques heures

sur le site. Mais là [hésitations]... c'est quand la fermeture a été annoncée, là il y a eu des appels pour qu'à chaque négociation du plan de sauvegarde de l'emploi, on obtienne le maximum. Et ce qui a été obtenu, c'est très important, c'est grâce aux élus qui ont su entraîner des salariés comme moi, qui n'avais jamais manifesté auparavant, dans la rue là où les réunions se passaient dans Paris... pour obtenir une indemnisation du préjudice moral. Je ne sais pas si c'est vraiment le terme, mais on nous a fait croire que ça pourrait rouvrir, jusqu'au chargé de mission, jusqu'au chargé de mission Ressources humaines qui s'occupait de notre chômage partiel, de nos formations. Même à moi il a dit : « Et pourquoi pas la reprise ? ». Et je l'ai dit aux élus, je ne voulais pas de cet espoir qui s'accrochait, je ne voulais pas de cet espoir. Mais jusqu'au bout, il nous tendait la perche avec cet espoir-là qui n'en était pas un dont on a pu faire la preuve – et les élus l'ont fait – qu'ils savaient qu'ils allaient fermer. Ils ont simplement retardé la fermeture, mais ils savaient qu'ils allaient fermer. Et ils ont obtenu la même prime pour tout le monde. Et ça c'est beau. Mais c'est grâce à deux-trois manifs. On a été derrière les délégués du personnel (DP), avec les DP. Quelles que soient nos opinions, dans la vie.

Comment jugez-vous la solidarité au sein du groupe pendant cette période de doute et d'incertitude ?

Louise : Nous étions très soudés. Le résultat obtenu confirme qu'on a eu raison. J'ai eu une belle expérience. D'autres personnes savaient déjà, avaient connu ça, peut-être avant moi, mais là j'ai trouvé ça formidable, une force extraordinaire ! Puisqu'on a réussi... par

contre les avis sont partagés sur le plan de reclassement, les aides qu'on a pu obtenir en tant que salarié. En dehors des indemnités obtenues par chacun. Je pense qu'on a été bien soutenus, même si au bout du compte on ne sait pas qui a retrouvé un travail.

Qu'est-ce qu'une « belle expérience » ?

Louise : Une expérience humaine, mais aussi politique et syndicale. C'est le seul point positif dans une période où on était désarmés, où on était victimes. On était victimes d'un plan. Ça s'appelle être victime.

La « belle expérience » c'est le côté collectif ?

Louise : C'est le côté collectif et obtenir quelque chose, être actif et lutter ensemble pour obtenir quelque chose, se faire reconnaître. Ça n'était pas que pour avoir des sous mais pour faire reconnaître qu'on avait été blessés, humiliés par cet espoir qui était en trop. Ce ne sont pas des mots politiques mais des mots qui ont été vécus.

Et concernant les syndicats, leur travail a-t-il été à la hauteur ?

Louise : Sans eux... et c'est là que l'on voit que les syndicats sont justifiés dans toutes les entreprises. Ce n'est pas plusieurs individus, avec un courrier chacun, qui auraient demandé une indemnité ou à être reconnus dans cette blessure qui auraient obtenu quelque chose. C'est tous ensemble, menés par un syndicat qui a construit la confiance et obtenu quelque chose, qui a été jusqu'au bout, qui a été plus qu'actif, investi. Sinon on n'en serait pas là, à croire, à être convaincu et à nous

embarquer. Je trouve que cette victoire, c'est la plus belle des choses qui est à retenir de cette période négative d'avant fermeture et de fermeture.

Vous pouvez nous donner des exemples de votre action dans le mouvement et la négociation ?

Louise : Non, pas dans la négociation comme je n'étais pas déléguée. Mais je faisais partie des manifestants, simplement nous on voulait faire reconnaître le préjudice d'un espoir de trop. Les délégués ont obtenu dans le cadre du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qu'il y ait un audit payant sur notre état suite à ce préjudice. On a recommandé à tous les salariés de participer à cet entretien où on vous demande ce qu'on a ressenti. Ça a été la preuve, tous les salariés qui ont bien voulu, et je crois qu'ils ont été nombreux, ont donné leur témoignage du sentiment, du vécu de ce préjudice dans leur personne. Ce recueil d'entretiens obtenu a fait que cette indemnité est tombée. Indemnité sur laquelle nous ne comptions pas au départ et qui a été au maximum de ce qu'elle pouvait être.

Et concernant l'information des délégués auprès des salariés...

Louise : Dans la première période, on arrivait à se voir de temps en temps à la Papeterie sur des réunions d'information par rapport au PSE, à tout ce qui nous était offert, proposé, pour nous aider, pour nous accompagner. Et ensuite, individuellement, par des coups de téléphone par M. qui habite dans mon quartier au Mont-Valérien. Mais sans plus. C'était une période intense mais je dois dire que ce qui a motivé la direction à céder cette indemnité, c'était la menace d'un procès,

pour préjudice justement. Mais cette menace de procès plus les manifestations, il n'y en a pas eu beaucoup, deux ou trois je crois deux sur place et une à Paris.

Est-ce que finalement cette expérience a modifié votre perception des syndicats ?

Louise : Oui... j'ai travaillé longtemps dans des petites entreprises, je ne connaissais pas le monde du syndicat. Grâce à la Papeterie non seulement j'ai eu à fréquenter de près, sans être déléguée, les délégués et les suppléants CE et DP. Mais pendant longtemps la CGT... j'ai eu à faire avec l' élu qui représente la CGT à Nanterre que je rencontre personnellement comme ça. J'ai même adhéré à la Papeterie pendant une période à un syndicat. Je trouve que ça apportait ces réunions bien que ça ne débouchait pas sur des grandes avancées, au moins tant que la Papeterie fonctionnait à des avantages, des chèques vacances par exemple. J'ai toujours été proche des syndicats, en étant persuadée et en m'y investissant, de leur utilité et de leur investissement.

J'ai eu ce sentiment assez tôt, je ne pensais pas à la fermeture mais j'ai pensé que mon poste pouvait être en jeu. Je me suis dit que tant qu'à faire, j'ai eu une expérience d'un proche dans ma famille, mon mari, syndiqué qui a été défendu par un syndicat. Si jamais je suis licenciée même si c'est dans un cadre économique, je prendrai un syndicat pour me défendre. ■